

MARCHÉ DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Université de Lyon
Direction Stratégie immobilière et
développement des Campus

-
92 rue Pasteur
CS 30122
69361 Lyon Cedex 07
Tél : 04 37 37 26 70



MARCHE DE DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE

N° de marché (cadre réservé au pouvoir adjudicateur)

A	2	0	2	5	.	0	3	9
---	---	---	---	---	---	---	---	---

Cahier des clauses particulières (C.C.P)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 2 : CONTEXTE ET MAITRISE D'OUVRAGE	4
ARTICLE 3 : OBJECTIF ET ORGANISATION DE LA MISSION	4
3.1. DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE	5
3.2. PRECONISATION	5
3.3 ASSISTANCE DANS LA REALISATION DES DEMARCHES ADMINISTRATIVES	6
3.4 SUIVI DE CHANTIER	6
3.5 DOCUMENTATION	6
ARTICLE 4 : FORME DU MARCHE	6
ARTICLE 5 : DESCRIPTION DE LA PRESTATION	7
ARTICLE 6 : DECOUPAGE DU MARCHE	7
ARTICLE 7: DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	7
ARTICLE 8 : DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION	7
ARTICLE 9 : CLAUSE DE REEXAMEN	8
ARTICLE 10 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	8
ARTICLE 11 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL - RGPD	8
ARTICLE 12 : CONFIDENTIALITE	9
ARTICLE 13 : REGIME DES CONNAISSANCES ANTERIEURES	9
ARTICLE 14 : REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	9
ARTICLE 15 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 15.1 : MISE EN ŒUVRE DU MARCHE	9
ARTICLE 15.2 : DOCUMENTS A FOURNIR	10
ARTICLE 15.3 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
15.3.1 : NATURE DES OPERATIONS DE VERIFICATIONS	10
15.3.2 : DELAI DE VERIFICATION	11
15.3.3 : POINT DE DEPART DU DELAI POUR LES OPERATIONS DE VERIFICATION	11
15.3.4 : PRESENCE DU TITULAIRE	11

15.3.5 : DECISIONS APRES VERIFICATION	11
15.3.6 : ACHEVEMENT DE LA MISSION	11
<u>ARTICLE 16 : PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES</u>	<u>11</u>
<u>ARTICLE 17 : PRIX DU MARCHE</u>	<u>12</u>
ARTICLE 17.1 : CONTENU DU PRIX	12
ARTICLE 17.2 : AVANCE	12
ARTICLE 17.3 : VARIATION DANS LES PRIX	12
<u>ARTICLE 18 : MODALITE DE REGLEMENT DES COMPTES</u>	<u>13</u>
18.1 ACOMPTES	13
18.2 REMISE DES DEMANDES DE PAIEMENT	14
18.3 – CONTENU DES DEMANDES DE PAIEMENT	14
18.4 – REPARTITION DES PAIEMENTS	15
18.5 - DELAI DE PAIEMENT	15
18.6 - ACCEPTATION DE LA DEMANDE DE PAIEMENT	15
18.7 CONTESTATION	15
<u>ARTICLE 19 : PENALITES</u>	<u>15</u>
<u>ARTICLE 20 : ASSURANCES</u>	<u>16</u>
<u>ARTICLE 21 : ANALYSE DES RISQUES ET PROTECTION DE LA SANTE</u>	<u>16</u>
<u>ARTICLE 22 : LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE</u>	<u>16</u>
22.1 AVANT LA SIGNATURE DU CONTRAT	16
22.2 EN COURS D’EXECUTION DU CONTRAT	16
<u>ARTICLE 23 : PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL</u>	<u>17</u>
<u>ARTICLE 24 : PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT</u>	<u>17</u>
<u>ARTICLE 25 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE</u>	<u>17</u>
<u>ARTICLE 26 : RESILIATION DU MARCHE</u>	<u>17</u>
<u>ARTICLE 27 : DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE LITIGE / PRESTATAIRE ETRANGER</u>	<u>17</u>
<u>ARTICLE 28 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. - PRESTATIONS INTELLECTUELLES</u>	<u>17</u>

Article 1 : Objet du marché

La présente consultation a pour objet les prestations suivantes :

- Diagnostic écologique ;
- Préconisations ;
- Assistance dans la réalisation des démarches administratives ;
- Suivi de chantier.

Article 2 : Contexte et maîtrise d'ouvrage

La Communauté d'Universités et Établissements "Université de Lyon" de Lyon Saint-Étienne est une université confédérale avec un statut d'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (E.P.C.S.C.P.) régi par les articles L.718-7 à L. 718-15 du code de l'éducation (décret n° 2015-127 du 5 février 2015 modifié).

La COMUE Université de Lyon a pour mission générale de coordonner l'offre de formation et la stratégie de recherche et de transfert de ses membres sur la base d'un projet partagé. L'établissement élabore un projet d'amélioration de la qualité de vie étudiante et assure la promotion du site et de ses actions au niveau national et international.

La COMUE Université de Lyon, outre les missions qui lui sont confiées par la loi (art. L718-2 à L718-5), exerce des compétences qui lui ont été confiées par ses statuts et notamment la **coordination d'une stratégie immobilière et de développement des Campus**.

A ce titre, elle est reconnue pour exercer, pour le compte de ses établissements membres et à leur demande, les compétences :

- de maître d'ouvrage pour mener à bien les opérations conduites dans le cadre de grands projets de développement et/ou de requalification du patrimoine de ses établissements membres ;
- de maître d'ouvrage délégué ou de conducteur d'opération pour mener à bien, à la demande et au nom de ses établissements membres, des opérations spécifiques

Le présent marché s'inscrit dans le cadre des missions d'aménagement et de développement immobilier qui peuvent être confiée à l'Université de Lyon. La mobilisation de la COMUE Université de Lyon peut se faire de manière directe (maîtrise d'ouvrage complète) ou indirecte (maîtrise d'ouvrage partielle ou délégué par un établissement sur une opération ponctuelle.).

Aussi, le présent marché **ne constitue pas un titre d'exclusivité** d'intervention du titulaire pour les prestations sur le périmètre de la COMUE Université de Lyon.

Article 3 : Objectif et organisation de la mission

Pour chacune des commandes, quel que soit le maître d'ouvrage et le projet, la mission comprendra :

- La réalisation d'investigations écologiques (faune, flore, habitats)
- La réalisation d'un diagnostic écologique en vue de l'identification des enjeux écologiques,
- L'identification des effets notables probables du plan sur les milieux naturels à court, moyen et long terme et la proposition des mesures écologiques d'évitement, de réduction et en dernier ressort, de compensation.
- La définition des modalités de suivi des mesures proposées et le chiffrage associé.

- L'établissement des prescriptions pour la phase travaux.
- L'identification des dossiers d'autorisation avant travaux nécessaires (demande de dérogation à l'article L411-1 du code de l'environnement).

Le présent marché comprend :

- L'évaluation des effets du projet : identification des impacts négatifs et positifs, directs et indirects, temporaires et permanents du projet
- La définition précise des mesures écologiques de suppression, réduction, et compensation si nécessaire, des impacts du projet en phases travaux et exploitation, ainsi que le chiffrage correspondant à ces mesures.
- La vérification que les impacts résiduels sont acceptables.

3.1. Diagnostic écologique

Le titulaire mènera un diagnostic pour identifier la biodiversité sur le site.

Le diagnostic visera toutes les espèces du bâti :

- les oiseaux (faucons, martinets, hirondelles, moineaux...),
- les reptiles (Lézard des murailles, Tarente de Maurétanie...),
- les amphibiens (Alyte accoucheur par exemple),
- les chiroptères (pipistrelles, noctules...),
- les insectes (Osmie cornue par exemple),
- sans oublier la flore (Mufler tortueux..)

Conformément au guide de rénovation du bâti, le diagnostic devra se dérouler en plusieurs étapes :

- Recherche de données existantes sur les bases naturalistes
- Recherche d'habitats utilisables, de traces et indices de présence (fientes, cris, plumes, habitats utilisables, etc..) et vérification de la présence ou l'absence d'individus. En cas de réalisation de diagnostic hors période de nidification, le titulaire analysera les potentialités d'habitats.
- Observation d'individus entrant et/ou sortant du site (ou gîte) de nidification

Le diagnostic mettra en évidence les espèces protégées et rappellera les contraintes réglementaires.

3.2. Préconisation

Le titulaire prendra connaissance du projet immobilier, des contraintes techniques ainsi que du planning et mettra en relation les enjeux de biodiversité relevés et des travaux projetés.

Les études permettront de définir les mesures d'évitement et/de réduction des pertes de biodiversités.

Il est attendu que le titulaire apporte son expertise pour accompagner le maître d'ouvrage dans ces décisions, et adapte ses préconisations aux spécificités de chacune des opérations.

Le titulaire présentera le chiffrage de chacune des préconisations et les inscrira dans le planning chantier.

Livrable attendu : Le prestataire dressera un bilan exhaustif de l'ensemble des espèces présentes sur le bâtiment, en les classant par types et précisera si ces espèces sont protégées. Pour chaque espèce, les préconisations seront adaptées au projet. Un chiffrage sera proposé.

3.3 Assistance dans la réalisation des démarches administratives

En cas de présence d'espèces protégées, le titulaire accompagnera le maître d'ouvrage dans les différentes démarches administratives, notamment des éventuelles demandes de dérogation à la réglementation des espèces protégées.

En cas de réunions avec les autorités compétentes, le titulaire pourra être amené à accompagner le maître d'ouvrage ou son représentant.

3.4 Suivi de chantier

En cas de présence d'espèces protégées sur le bâtiment, le titulaire accompagnera le maître d'ouvrage dans le suivi de chantier. Le titulaire s'assurera de la bonne information des équipes travaux des enjeux de biodiversité.

Le titulaire pourra assister à des réunions de chantiers.

Le titulaire conseillera la MOA selon le cas :

- Dans le choix d'achat et de pose des équipements répondant aux prescriptions d'évitement, de suppression ou de compensation
- Dans le choix des prestataires qui interviendront sur le site
- Dans le suivi de ces prestataires

3.5 Documentation

Le maître d'ouvrage tiendra à disposition du titulaire l'ensemble de la documentation du projet.

Article 4 : Forme du marché

La présente consultation est lancée en procédure adaptée passée en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

Elle porte sur la conclusion d'un accord-cadre mono-attributaire, comprenant des prestations à prix unitaires exécutées par le biais de bons de commande et soumises au régime applicable aux accord-cadre.

Conformément à l'article R2162-4 du code de la commande publique, la commande des prestations à prix unitaires est soumise à un montant maximum de :

- 80 000 euros HT sur toute la durée du marché du LOT 1.
- 40 000 euros HT sur toute la durée du marché du LOT 2.

Article 5 : Description de la prestation

Les prestations objet de la présente consultation sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Lieux d'exécution : Ces prestations pourront avoir lieu sur les différents sites pour lesquels l'Université de Lyon intervient en son nom propre ou en qualité de mandataire, que ce soit sur **la Métropole de Lyon, ou sur Saint-Etienne**.

Article 6 : Découpage du marché

Le présent marché est décomposé en deux lots géographique :

- Lot 1 : Diagnostic écologique sur Lyon et ses alentours ;
- Lot 2 : Diagnostic écologique sur Saint-Etienne et ses alentours.

Aucune variante n'est autorisée. Le marché n'est pas décomposé en tranche.

Article 7: Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Article 8 : Durée du marché et délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de 12 mois à compter de sa notification.

L'accord-cadre peut être reconduit tacitement 3 fois pour une période de 12 mois.

Le pouvoir adjudicateur, s'il ne souhaite pas reconduire le contrat, doit se prononcer par écrit 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre, la reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire l'accord-cadre, le titulaire ne pourra pas le refuser. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Quelles que soient les raisons ayant motivé la non-reconduction, la validité du contrat court jusqu'au terme de la période en cours.

Conformément à l'article 13.1.1 du C.C.A.G.-P.I., le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.

Délais d'exécution :

Missions	Délais
Diagnostic écologique	2 semaines, à compter de la visite de site
Préconisations	2 semaines, à compter de la visite de site
Réalisation des démarches administratives	2 semaines, à compter du rendu du diagnostic
Suivi de chantier	Ponctuellement, au besoin

.

Article 9 : Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Modification de la clause de variation de prix en raison de la disparition d'un indice ou d'un index inclus dans la clause initial, à condition que son remplacement n'entraîne pas un bouleversement majeur de l'économie du marché.
- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux.
- La reprise de l'exécution du marché par un mandataire qualifié du pouvoir adjudicateur.
- La prolongation du terme du marché (aléas de procédure de renouvellement, adhésion à un groupement d'achat).

Article 10 : Pièces contractuelles du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-P.I., les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe le Bordereau des prix unitaires (BPU) pour chacun des lots;
- Le Cahier des clauses particulières (C.C.P) et ses annexes ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G.-P.I.), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise de l'offre ;
- L'offre technique du titulaire (les conditions générales de vente et d'achat du titulaire ne sont pas applicables) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Article 11 : Protection des données à caractère personnel - RGPD

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée du marché.

Dans l'exécution du présent marché, le titulaire est tenu, au même titre que le pouvoir adjudicateur, au respect des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel conformément à l'article 5.2 du CCAG-PI.

Les parties devront se conformer au règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016 ainsi qu'à la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Obligation du titulaire vis-à-vis du responsable du traitement (R.G.P.D) :

- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions documentées du responsable du traitement ;
- Garantir la confidentialité et la sécurité des données (pseudonymisation, chiffrement...) ;
- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut ;
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnelles au responsable de traitement ;
- Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués ;

- Solliciter l'autorisation du responsable du traitement avant de recruter un sous-traitant de second rang ;
- Répondre des éventuelles fautes commises par le sous-traitant de second rang à l'égard du responsable du traitement ;
- Apporter l'assistance au responsable du traitement pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : rectification, effacement etc.
- Mettre à la disposition du responsable du traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le R.G.P.D.

Article 12 : Confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG-PI, le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et le cas échéant ses sous-traitants et/ou ses fournisseurs au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tous ce qui concerne les faits, informations, études et décisions, dont il a, ou aura eu, la connaissance durant l'exécution du marché.

Il est tenu de prendre toute mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des partis.

Article 13 : Régime des connaissances antérieures

Les règles applicables aux connaissances antérieures et aux résultats produits ou réalisés dans le cadre de l'exécution du présent marché sont celles fixées au Chapitre 6 (articles 32 à35) du CCAG-PI précité.

Article 14 : Régime des droits de propriété intellectuelle

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG-PI s'appliquent au présent marché.

Article 15 : Conditions d'exécution des prestations

Article 15.1 : Mise en œuvre du marché

Exécution par le biais de bons de commande :

Les prestations objet du présent accord-cadre seront mises en œuvre par l'émission de bon de commandes datés et signés par le représentant de la ComUE.

Un bon de commande sera émis pour l'exécution de chaque prestation d'impression et chiffré sur la base des prix indiqués par le titulaire dans son bordereau des prix par application des quantités indiquées dans le bon de commande.

Chaque commande est transmise par l'un des moyens ci-dessous :

- Transmission par courrier recommandé avec accusé de réception,
- Transmission par télécopie avec accusé de réception,

- Transmission par mail avec accusé de réception,
- Remise directe au titulaire contre récépissé.

Dans le but de permettre la transmission des commandes par voie électronique, le titulaire devra fournir à l'acheteur, dans l'acte d'engagement du marché, une adresse mail valide. En cas de changement de l'adresse mail de contact, une nouvelle adresse électronique valide devra être fournie à l'acheteur.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Article 15.2 : Clause environnementale et suivi de son exécution

Matériel éco-labelisé :

Quand cela est possible, le titulaire utilise du matériel affichant un écolabel. Par exemple : ordinateurs utilisés lors de la prestation disposant d'un éco-label de type I (TCO certified, EPEAT ou équivalent). Le titulaire communique à l'acheteur dans les 3 mois suivant la notification du marché sa politique informatique, dans le cadre de l'exécution du marché, ainsi que le nom du réseau de stockage des données.

Déplacements :

La présente prestation comportant des déplacements, le titulaire privilégie, pour les différents sites concernés par l'accord-cadre, les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun.

Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

Les titulaires proposent une organisation permettant d'optimiser les déplacements sur le territoire.

Article 15.3 : Documents à fournir

L'ensemble des documents établis par le titulaire sera remis au maître d'ouvrage ou son représentant pour vérification et validation en 1 exemplaire numérique. Ces fichiers devront être compatibles avec les logiciels fonctionnant sous la suite bureautique Windows et Autocad concernant les dessins et plans.

Les documents sont transmis par voie dématérialisée à tous les acteurs de l'opération.

Article 15.4 : Constatation de l'exécution des prestations

15.4.1 : Nature des opérations de vérifications

Conformément à l'article 28.1 du CCAG-PI, les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées par la ComUE.

15.4.2 : Délai de vérification

Conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G-P.I., le pouvoir adjudicateur a un délai de 2 mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

15.4.3 : Point de départ du délai pour les opérations de vérification

Conformément à l'article 28.3.1 du C.C.A.G-P.I., pour les vérifications effectuées dans les établissements du pouvoir adjudicateur, le point de départ du délai est la date de remise, par le titulaire, des prestations au pouvoir adjudicateur.

15.4.4 : Présence du titulaire

Par dérogation à l'article 28.5 du C.C.A.G-P.I., le titulaire n'assistera pas aux opérations de vérifications

15.4.5 : Décisions après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G-P.I.

15.4.6 : Achèvement de la mission

L'achèvement de la mission relevant du présent marché fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le pouvoir adjudicateur constatant qu'il a rempli toute ses obligations.

Article 16 : Prestations supplémentaires ou modificatives

Par dérogation à l'article 23.1 du C.C.A.G-P.I., pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des prestations supplémentaires ou modificatives de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire du marché ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du pouvoir adjudicateur.

La décision du pouvoir adjudicateur est notifiée au titulaire qui l'exécute. Il présente ses observations éventuelles dans un délai de 10 jours.

Par dérogation aux articles 23.2 et 23.3 du C.C.A.G-P.I., le titulaire doit fournir un devis détaillé indiquant les modifications de prix et de délais à prévoir. Il dispose à cet effet d'un délai de 15 jours à compter de la notification de la décision du pouvoir adjudicateur prescrivant ou acceptant ces modifications, à moins que cette décision n'ait spécifié un délai différent.

La formulation de ces modifications par le pouvoir adjudicateur donne lieu à l'établissement d'un avenant.

Article 17 : Prix du marché

Article 17.1 : Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G-P.I., les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autre frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Les prix comprennent également la participation à toutes les réunions nécessaires à l'accomplissement de la mission et tous les frais de déplacement.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Article 17.2 : Avance

Sauf renonciation du titulaire ou du sous-traitant admis au paiement direct, exprimée dans l'acte d'engagement ou dans la DC4, une avance sera versée selon les modalités définies ci-après, correspondant à l'option B mentionnée à l'article du CCAG-PI et conformément à l'article R2191-3 et R2191-19 du code de la commande publique.

L'avance est accordée en une seule fois sur la base du montant du bon de commande, ou du montant indiqué dans la DC4, lorsqu'il est supérieur(e) à 50 000 euros H.T, et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, dans les conditions de l'article R2191-3 et R2193-16 du Code de la Commande Publique.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 % du montant du bon de commande remplissant les conditions mentionnées à l'article R2191-3 du code de la commande publique. Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le montant de chaque avance est égal à 5% du montant du bon de commande remplissant les conditions mentionnées à l'article R2191-3 du code de la commande publique.

Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, ou au sous-traitant le cas échéant, et intervient par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes, selon la périodicité indiquée à l'article 16.2 ci-après.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande, l'accord-cadre à bons de commande ne comportant pas de minimum fixé en valeur.

En cas de sous-traitance, si le sous-traitant agréé souhaite bénéficier de l'avance, il présente sa demande de versement de l'avance au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

Article 17.3 : Variation dans les prix

Les prix indiqués au bordereau de prix sont révisables annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre selon la formule suivante :

$$PR = P_0 [0,10 + 0,90 \left(\frac{a}{a_0}\right)]$$

Où

PR = Prix révisé

P0 = Prix d'origine basé sur le mois M0

0,10 = terme fixe

a = Valeurs des index de référence de l'objet de l'accord-cadre connu au mois de révision

a0 = Valeurs de ces mêmes index au mois d'origine des prix

Le résultat des calculs est arrondi au 1/1000 supérieur.

Index ou Indice retenu : ING – Ingénierie – Base 2010

L'INSEE est amené à modifier régulièrement l'intitulé de ces indices de prix en fonction de la conjoncture économique. C'est pourquoi si l'intitulé de l'indice précité est modifié par l'INSEE, la personne publique est autorisée à appliquer directement l'indice avec le nouvel intitulé.

Cet indice sera remplacé de plein droit par celui qui, sur décision expresse de l'INSEE, serait substitué à lui au cours de l'exécution du marché (accompagné de l'éventuel coefficient de raccordement). Le remplacement sera contractualisé dans le cadre d'un avenant.

Dans le cas où aucun indice de substitution ne serait proposé suite à l'abandon de celui régissant le présent marché, ou en cas d'indices divers suggérés par l'INSEE, le(s) indice(s) de substitution pertinent(s) serai(en)t introduit(s) dans le marché par voie d'avenant.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du mandatement (ou du paiement), la personne publique procède au règlement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue. La personne publique procède à la révision définitive dès que les index seront publiés.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Clause de sauvegarde :

Lorsque la hausse des prix (révision) a pour effet de majorer de plus de trois pour cent par an (3%), les prix unitaires précédemment appliqués, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier en partie ou en totalité le présent accord-cadre, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 18 : Modalité de règlement des comptes

18.1 Acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes conformément aux articles L2191-4 et R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique.

Les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

Pour le présent marché un acompte pourra être versé mensuellement au titulaire, sur présentation d'une demande de paiement (facture).

Conformément aux dispositions de l'article 11.2 du C.C.A.G.-P.I, cet acompte fait l'objet d'une demande de paiement par le titulaire et son montant est déterminé par le pouvoir adjudicateur, sur la base du descriptif des prestations effectués et de leur montant produit par le titulaire. Par conséquent, le titulaire joint à sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

18.2 Remise des demandes de paiement

Le calcul des sommes dues est établi par le titulaire. Les demandes de paiement sont à adresser à la ComUE.

La remise d'une demande de paiement intervient après l'admission des prestations. Le titulaire notifie alors au pouvoir adjudicateur une demande de paiement établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution de ces prestations.

Le titulaire transmet ses factures sous forme électronique en utilisant le portail CHORUS PRO. Il permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mis gratuitement à la disposition des fournisseurs et prestataires.

En complément du C.C.A.G.-P.I., il pourra être demandé au titulaire, en cours d'exécution du marché, d'adhérer à un système d'échange de données informatiques (type GESPRO) pour la saisie des demandes de paiements. Le titulaire ne pourra s'y opposer.

18.3 – Contenu des demandes de paiement

Les demandes de paiement (factures) sont établies et remises par le titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur conformément aux prescriptions légales et aux dispositions de l'article 11.3 du CCAG-PI.

La demande de paiement est datée. Elle mentionne :

- les références de l'accord-cadre
- le nom et adresse du créancier
- le numéro de son compte bancaire, tel qu'il est mentionné dans l'acte d'engagement
- le n° du marché subséquent
- le montant des prestations reçues, ou en cas d'acomptes, montant des prestations effectuées, établi conformément aux stipulations de l'accord-cadre, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections éventuelles, ainsi que le montant TTC ;
 - en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
 - les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable ;
 - en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre;

Les demandes de paiement afférentes au règlement des prestations seront établies en un original.

18.4 – Répartition des paiements

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement. Il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants.

Le mandataire du groupement indique, dans chaque demande de paiement qu'il transmet au pouvoir adjudicateur, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants.

L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

18.5 - Délai de paiement

Le paiement sera effectué dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par l'Université de Lyon, sauf désaccord du service gestionnaire.

Conformément à l'article L2192-13 du Code de la commande publique, en cas de retard dans les paiements, le titulaire bénéficiera, sans formalités, du versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dans les conditions prévues aux articles R2192-31 à R2192-36 du même code.

18.6 - Acceptation de la demande de paiement

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les réfections imposées.

Notamment, en cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

18.7 Contestation

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

Article 19 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1. du C.C.A.G.- P.I., le titulaire ne saurait être exonéré d'aucune pénalité. De même, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-P.I., en cas de non-respect des délais d'exécution indiqués dans les pièces contractuelles du marché, le titulaire subira, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard et par retard.

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du marché autre que le non-respect d'un délai d'exécution ou l'absence à une réunion organisée par le maître d'ouvrage (exemple : respects de consignes, confidentialité, etc.), l'Université de Lyon peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire journalière par manquement de 30 €.

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du règlement général sur la protection des données (RGPD), l'Université de Lyon peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire par manquement de 70 €.

Les pénalités ne sont pas soumises à la TVA.

Article 20 : Assurances

Conformément à l'article 9 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire doit justifier qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances par la production d'une ou plusieurs attestations établissant l'étendue de la responsabilité garantie (précisant la nature des risques couverts et les montants des garanties) avant l'attribution du présent marché.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du représentant du Pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 21 : Analyse des risques et protection de la santé

Les présents travaux sont soumis aux articles du décret n°92-158 du 20 février 1992 codifié.

Le titulaire sera tenu de communiquer les éléments d'information utiles pour la rédaction du plan de prévention. Elle devra participer à la réunion préalable.

Les chefs des entreprises extérieures doivent faire connaître par écrit au donneur d'ordre la date de leur arrivée, la durée prévisible de leur intervention, le nombre prévisible de salariés affectés, le nom et la qualification de la personne chargée de diriger l'intervention. Ils sont également tenus de lui faire connaître les noms et références de leurs sous-traitants, le plus tôt possible et en tout état de cause avant le début des travaux dévolus à ceux-ci, ainsi que l'identification des travaux sous-traités.

Le titulaire est tenu de participer aux inspections communes des lieux de travail et à l'élaboration du plan de prévention en présence du ou des sous-traitants éventuels.

Article 22 : Lutte contre le travail dissimulé

L'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit modifie l'article L.8222-6 du code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé.

En application de ces nouvelles dispositions, il sera appliqué le dispositif suivant :

22.1 Avant la signature du contrat

Le pouvoir adjudicateur sollicite de l'attributaire du marché, la production des pièces établissant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, qu'il est en conformité avec la réglementation du code du travail relative au travail dissimulé et qu'il ne fait l'objet d'aucune interdiction de concourir mentionnée à cette rubrique.

22.2 En cours d'exécution du contrat

1. Le pouvoir adjudicateur demande au titulaire du marché, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, les mêmes pièces que celles exigées lors de la signature du contrat.

2. Dans le cas où un agent de contrôle lui signale que le titulaire (ou ses sous-traitants) ne respecte pas leurs obligations, le pouvoir adjudicateur le mettra en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de régulariser sa situation et d'en apporter la preuve (fourniture des mêmes pièces justificatives à jour).

Au cas où le titulaire n'aurait pas donné suite à cette injonction, en régularisant la situation, le pouvoir adjudicateur peut :

a) Appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 250 euros, dans les limites suivantes :

- Le montant des pénalités est égal, au plus, à 10% du montant du contrat ;
- Le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

b) Résilier le marché sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Article 23 : Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les prescriptions de l'article 6 du C.C.A.G.-P.I. s'appliquent au présent marché.

Article 24 : Protection de l'environnement

Les prescriptions de l'article 6 du C.C.A.G.-P.I. s'appliquent au présent marché.

Article 25 : Exécution aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le présent marché, aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues par l'article 27 du CCAG-PI.

Article 26 : Résiliation du marché

Les règles applicables à la résiliation du marché sont celles fixées au Chapitre 7 (articles 36 à 42) du C.C.A.G.-P.I.

Article 27 : Dispositions applicables en cas de litige / prestataire étranger

En cas de différends ou litiges, les dispositions de l'article 43 du C.C.A.G.-P.I. s'appliquent.

En outre, en cas de litige avec un prestataire étranger, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Tous les documents, notices et correspondances relatifs au marché sont rédigés en français.

Article 28 : Dérogations au C.C.A.G. - Prestations intellectuelles

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du C.C.A.G.-P.I. :

Articles du présent CCAP. qui dérogent	Articles du C.C.A.G.-P.I. auxquels il est dérogé
Article 10	Article 4.1

Article 15.3.4	Article 28.5
Article 16	Article 23.1 ; 23.2 et 23.3
Article 19	Articles 14.1 et 14.1.1
Article 20	Article 9.2